

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CLÉMENT JUGLAR

De la circulation fiduciaire, sous le régime de l'unité et de la liberté d'émission, en France, en Angleterre, en Écosse et aux États-Unis (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 7 (1866), p. 73-86

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1866__7__73_0

© Société de statistique de Paris, 1866, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.

I.

De la circulation fiduciaire, sous le régime de l'unité et de la liberté d'émission, en France, en Angleterre, en Écosse et aux États-Unis.

(SUITE ET FIN.)

Succursales des banques privées. — L'Angleterre, seule, avec ses banques privées et ses *joint stock banks*, fournit près de la moitié des succursales.

En 1858, sur un total de 2,173 succursales, ses banques privées en ont 540; ses *joint stock banks*, 661; ensemble, 1,201.

De 1856 à 1860, les deux chiffres ont peu varié : de 538 à 551 pour les premières, de 644 à 666 pour les secondes¹.

En Écosse, les banques privées ont toutes disparu depuis 1829.

En Irlande, le nombre des succursales est insignifiant; il ne dépasse pas 4.

Succursales des joint stock banks en Écosse. — Les *joint stock banks*, les seules qui existent aujourd'hui dans ce pays, présentent, de 1856 à 1858, une augmentation sensible dans le nombre de leurs succursales : de 581 à 746; puis une diminution en partie amenée par la suppression des trois *joint stock banks* qui ont liquidé après la crise de 1857; de 746, leur nombre a fléchi à 600 (1858-1860).

En Irlande, de 1856 à 1860, le nombre des succursales est resté invariable : de 181 à 183. Il est vrai qu'ici toutes les banques ont résisté à la crise de 1857.

Si nous résumons les faits qui précèdent, en prenant la moyenne des succursales par rapport aux banques-mères, nous établissons le tableau suivant :

BANQUES-MÈRES.	Nombre.	Moyenne des succursales par banque.
Banque d'Angleterre.	1	13
Banque d'Irlande	1	26
Banques privées d'Angleterre. .	157	3
<i>Joint stock banks</i> d'Angleterre .	63	10
<i>Joint stock banks</i> d'Irlande . . .	6	31
<i>Joint stock banks</i> d'Écosse . . .	17	37

Abstraction faite des deux banques d'Angleterre et d'Irlande, on constate aisément l'infériorité du nombre des succursales des banques privées en Angleterre. Malgré l'importance du chiffre total (551), sa répartition entre chaque banque ne

1. Si l'on compare ce grand nombre d'établissements aux 13 succursales de la Banque d'Angleterre, on comprend quel rôle important ils doivent jouer dans la circulation des provinces, avec une émission restreinte, il est vrai, mais dont la rapidité peut largement suppléer à sa faiblesse relative.

donne, pour chacune, que 3 en moyenne, tandis que, pour les *joint stock banks* en Angleterre, la proportion s'élève à 10 et en Écosse à 37! Dans ce dernier pays, où les institutions de crédit ont de beaucoup précédé celles de l'Angleterre et de l'Irlande (quoique, depuis 1819, elles soient plutôt en décroissance qu'en progrès, puisque, de 19, le nombre des banques-mères est tombé à 17 en 1857), le nombre de leurs succursales est encore de beaucoup supérieur à celui des *joint stock banks* en Angleterre et en Irlande. Un mouvement de concentration s'y est opéré, et après de nombreuses tentatives, quoique les banques-mères aient diminué, les succursales ont toujours augmenté¹. C'est donc bien plutôt par le nombre de ces dernières que par celui des banques-mères qu'ici du moins on peut juger des avantages de la pluralité des banques.

III. MOYENNE DE LA CIRCULATION DES BANQUES PRIVÉES ET DES JOINT STOCK BANKS DANS LA GRANDE-BRETAGNE.

Nous avons étudié la répartition des banques et de leurs succursales dans la Grande-Bretagne. Cherchons à nous rendre compte de leur mécanisme au point de vue de l'émission et de la circulation de leur papier.

La somme des billets mise en circulation par chaque banque-mère, répartie entre ses succursales, nous montrera la puissance qui leur est propre.

Pour les banques d'Angleterre et d'Irlande, cette somme s'élève, en moyenne: pour la première, à 38,000,000 fr.; pour la seconde, à 3,365,000 fr.

La différence entre les deux chiffres indique bien le degré d'importance des deux établissements, mais ne préjuge en rien le mouvement de la circulation fiduciaire des banques privées, des *joint stock banks* et de leurs succursales.

Pour les banques privées, la moyenne des billets, dans chaque succursale, ne dépasse pas 167,000 fr. La faiblesse de cette somme, ainsi que la nature des coupures mises en circulation par les banques-mères et leurs comptoirs, prouve bien que leurs billets ne s'écartent pas d'un cercle très-restreint.

Pour les *joint stock banks*, sauf en Irlande, la proportion est encore plus faible.

Pour les *joint stock* de l'Angleterre, elle s'élève à 112,560 fr.; et pour les *joint stock* d'Écosse, à 147,000 fr.; en Irlande, elle atteint 447,500 fr.

La moyenne des émissions des 2,075 banques ou succursales qui, en 1857, se partageaient la circulation des billets de banque dans la Grande-Bretagne, variait, en 1849, entre 112,000 fr. et 167,000 fr. La part afférente à chacune, on le voit, est bien faible; toutefois le chiffre seul ne dit rien; tout dépend de la rapidité de la circulation, rapidité qui, en supprimant les pertes de temps, multiplie en quelque sorte les billets sans qu'il soit nécessaire d'en accroître le nombre. Il est certain, en effet, qu'on ne saurait, avec les faibles sommes que nous venons d'indiquer, rendre d'aussi grands services, si la perfection du mécanisme des virements et des compensations ne rendait pas inutile une plus forte émission.

Rapport du capital avec les billets en circulation. — Cette faible proportion des

1. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau bien incomplet que nous possédons des succursales aux diverses époques.

En 1825, 22 banques en exercice avaient déjà 133 succursales.

En 1847, les 17 banques en exercice en avaient 159.

En 1857, sans que le nombre des banques ait augmenté, puisque l'acte de 1844 s'y oppose, nous trouvons 642 succursales! En présence de la barrière législative, toute l'activité des banques s'est tournée de ce côté.

billets ressort encore davantage, quand on la compare au capital réuni par les banques. En Écosse, en 1857, pour un capital de 300 millions de francs¹, la circulation ne dépassait pas 100 millions de francs². Ce n'est donc pas pour battre monnaie et répandre un crédit fictif que les banques ont recours à l'émission, mais seulement pour ajouter un peu à leur capital, et obtenir ainsi, avec le prix modéré des services qu'elles rendent, une rémunération suffisante pour couvrir l'intérêt et les risques de ce capital.

Le point important, en Angleterre, c'est qu'il y ait partout un établissement de crédit ou un comptoir pour permettre d'ouvrir des comptes en banque, de manière à opérer le règlement des affaires avec la plus petite somme de billets ou d'espèces. Tout le crédit que le commerce s'accorde doit, en dernier lieu, se compenser, sauf un faible appoint que représente l'émission des billets, par un mouvement d'écriture sur les livres des banques, en un mot, par un simple transfert de crédit d'un compte débiteur à un compte créditeur. Les banques compensent ensuite entre elles leurs créances, en échangeant deux fois par semaine leurs billets et en soldant les différences en bons de l'Échiquier.

Coupures des bank-notes en Écosse et en Irlande. — Les coupures des bank-notes en Écosse et en Irlande nous indiquent, en même temps, la faiblesse des émissions et la nature des besoins auxquels elles doivent répondre.

En Écosse, depuis 1856, les billets au-dessous de 5 livres constituent la plus grande partie de l'émission. La proportion dépasse le plus souvent les deux tiers de la circulation.

En Irlande, la proportion s'élève à moitié.

Malgré toutes les mesures législatives, les billets au-dessous de 5 livres ont continué de répondre à des besoins locaux, et rien n'indique qu'ils doivent disparaître, puisque, aux époques de prospérité, comme pendant les crises et leur liquidation, leur nombre proportionnel reste invariable. C'est donc comme appoint plutôt que comme instrument de crédit qu'ils passent dans les mains du public, et la rapidité de leur circulation (ils rentrent tous les huit ou dix jours dans les caisses des banques) nous confirme dans cette opinion.

LES BANQUES AUX ÉTATS-UNIS.

Mouvement des banques. — De 1834 à 1861, sauf un court temps d'arrêt après la crise de 1837, la création des banques est rapide et continue.

De 1834 à 1838, de 408 leur nombre s'élève à 663, fléchit à 577 en 1843, puis un mouvement croissant non interrompu se déclare, par suite duquel il s'élève à 1,392 en 1860.

Ici ce sont surtout les banques-mères qui dominent. Les succursales sont plutôt en voie de décroissance, puisqu'aux deux extrémités de la période, on trouve les chiffres 184 (1835) et 170 (1860). Leur accroissement ou leur diminution ne correspond en rien aux mouvements des banques-mères. Elles ne jouent d'ailleurs dans ce pays qu'un rôle très-secondaire, comparé à leur importance en Angleterre, en Écosse et en Irlande. Tandis qu'en Écosse, on trouve en moyenne 37 succursales pour une banque-mère, ici il n'y a qu'une succursale pour 8 ou 9 banques-mères.

1. Divisé entre les 17 banques qui existaient alors, ce capital donne en moyenne 17,600,000 fr. pour chacune d'elles.

2. Soit dans la proportion de 3 à 1.

L'organisation des comptoirs n'est pas non plus la même, puisqu'il paraît plus facile, aux États-Unis, de fonder une banque que d'établir une succursale.

Moyenne de la circulation des banques aux États-Unis. — La somme des billets répartie entre les banques donne en moyenne une circulation de 900,000 fr. pour chacune d'elles, et plus les banques se multiplient, plus ce chiffre s'abaisse. Il se maintient en 1837 et en 1848; mais, en 1857, il est déjà descendu à 800,000 fr. Pendant la liquidation des crises, il tombe à 400,000 fr. en 1848, à 500,000 fr. en 1858, et, enfin, pendant la guerre du Sud et la suspension des affaires, à 300,000 fr. Quelque réduit qu'il soit, ce chiffre est encore bien supérieur à celui que nous avons trouvé, pour les banques privées en Angleterre et les *joint stock banks* en Écosse, dont la circulation moyenne par banque varie de 167 à 147,000 fr.

Moyenne du capital par banque. — La moyenne de ce capital est inférieure à celle des banques d'Écosse. De 1834 à 1840, elle varie de 2,600,000 fr. à 2,900,000 fr. Depuis cette époque, en même temps que les banques se multiplient, la moyenne du capital diminue; en 1857, il était réduit à 1,500,000 fr.; nous retrouverons le même chiffre en 1860.

Rapport du capital à la circulation. — Le rapport du capital à la circulation pour l'ensemble de l'Union est inférieur au même rapport pour les banques d'Écosse¹; mais, si l'on borne son observation aux banques des États et des villes, la proportion est bien supérieure. De 210 p. 100 dans le premier cas, elle s'élève à 500 p. 100 dans le second; elle est même de 1,000 p. 100 dans l'État de New-York, tandis qu'en Écosse, elle ne s'éloigne pas, pour l'ensemble, de 300 p. 100.

Part proportionnelle de chacun des cinq grands groupes d'États dans l'ensemble des opérations des banques de l'Union en 1857.

	Nombre des banques.	Réserve métallique.	Circula- tion.	Es- comptes.	Dépôts.	Capital.	Rentes.	Im- meubles.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
États du Nord-Ouest.....	14	5	10	4	6	5	22	3
— Sud-Est.	9	8	17	11	6	13	14	38
— Sud-Ouest.	7	26	17	11	11	11	13	14
— Est.	35	8	24	27	14	30	2	10
— Milieu.	33	51	28	43	60	37	46	33

L'étude de la part proportionnelle de chacun des cinq grands groupes d'États dans l'ensemble des opérations des banques de l'Union en 1857, ainsi que le rapport des divers articles du bilan entre eux, démontre les lois qui président à l'émission du papier et à sa circulation.

Disons d'abord que, dans les rapports officiels, les bilans des banques sont donnés pour chacun des cinq grands groupes d'États : ceux du nord-ouest, du sud-est, du sud-ouest, de l'est et du milieu.

Liste des États par groupe.

Six États de l'est: Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut.

Cinq États du milieu: New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland.

Cinq États du sud-ouest: Alabama, Louisiane, Tenessée, Kentucky, Missouri.

Cinq États du sud-est: Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie, Floride.

Neuf États du nord-ouest: Illinois, Indiana, Ohio, Michigan, Wisconsin, Iowa, Minnesota, Kansas, Nebraska.

1. Il varie entre 210 et 140 fr. p. 100.

Si nous les classons selon l'importance de leur circulation, nous observons, comme l'indique le tableau ci-dessus, une échelle croissante de 10 à 28 p. 100 dans la part proportionnelle de chacun de ces États comparée à l'ensemble de l'Union. Il en est de même pour les escomptes et pour les dépôts; mais l'examen le plus superficiel prouve bientôt que le chiffre de la circulation n'est nullement en rapport avec les services rendus par les banques.

Ainsi, dans les trois groupes d'États du nord-ouest, du sud-est et du sud-ouest, la part proportionnelle de la circulation est près du double de celle des escomptes; dans les États de l'est, les deux parts se balancent; dans les États du milieu, la part de la circulation atteint à peine la moitié de celle des escomptes; mais, en revanche, les dépôts, qui jusqu'ici n'avaient aucune importance, de 6 p. 100, s'élèvent à 60 p. 100.

La part proportionnelle de la circulation diminue donc en présence de l'accroissement de celle des escomptes et des dépôts en comptes courants.

Nous trouvons la confirmation de ce qui précède, en observant, dans chaque groupe, le rapport des divers articles du bilan entre eux.

Rapport des divers articles du bilan dans chacun des cinq grands groupes d'États en 1857.

	Nombre des banques.	Moyenne du capital. Dollars.	Capital	Circula-	Dépôts	Réserve	Capital immobilisé.	
			circula- tion. P. 100.	tion es- comptes. P. 100.	es- comptes. P. 100.	métalli- que cir- culation. P. 100.	Rentes. P. 100.	Im- meubles. P. 100.
États du Nord-Ouest	206	90,000	90	70	45	17	65	4
— Sud-Est.	128	390,000	131	46	18	16	17	20
— Sud-Ouest	105	410,000	118	45	31	53	18	8
— Est	507	220,000	215	28	18	10	1	2
— Milieu.	470	290,000	226	20	46	61	19	6

La circulation des billets comparée aux escomptes, au lieu de montrer une progression croissante, comme ces derniers, donne une progression décroissante.

De 70 p. 100 dans les États du nord-ouest, leur part proportionnelle dans le chiffre des escomptes s'abaisse à 20 p. 100 dans les États du milieu, pendant, qu'au contraire, le rapport du capital à la circulation s'élève de 90 p. 100 à 226 p. 100.

Ainsi, plus on s'élève dans l'échelle de la civilisation dont New-York peut être considérée comme le sommet, plus le rôle de la circulation diminue et plus celui du capital, de la réserve métallique et des dépôts domine.

Rapport du capital immobilisé au capital disponible en France, en Angleterre et aux États-Unis. — En Angleterre, tout le capital de la banque est immobilisé. Ce capital, qui est de 363 millions de francs, est garanti, jusqu'à concurrence de 275 millions, par la dette de l'État envers la Banque. Les autres valeurs immobilisées s'élèvent à la somme de 90 millions.

En France, sur un capital de 182 millions, 157 sont immobilisés, soit près de 86 p. 100.

Aux États-Unis, pour l'ensemble des États, le rapport du capital immobilisé au capital disponible varie de 20 à 25 p. 100 dont 16 p. 100 en rentes et 7 p. 100 en immeubles. Mais, comme la répartition du capital entre les cinq grandes divisions d'États (États de l'est, du milieu, du sud-est, du sud-ouest et du nord-ouest) est très-inégale, et en raison inverse du nombre des banques¹ dans chacune de ces divisions,

1. Plus les banques sont nombreuses, plus la moyenne de leur capital est faible. Au contraire, plus elles sont rares, plus elle est considérable. Ainsi, tandis que, pour les 507 banques des États de l'est, elle ne dépasse pas 220,000 dollars, pour les 105 banques des États du sud-ouest elle s'élève au double, soit 410,000 dollars.

le rapport du capital immobilisé diffère très-sensiblement. De 1 p. 100 dans les États de l'est, il s'élève à 65 p. 100 dans les États du nord-ouest; dans les États du milieu, du sud-est et du sud-ouest, il varie de 17 à 19 p. 100. La proportion immobilisée est bien faible, comparée à ce que l'on observe en France et en Angleterre; mais cela tient aux conditions dans lesquelles les banques opèrent. Dans les divers États, le rapport du capital à la circulation suffit pour indiquer le rôle de cette dernière : de 226 p. 100 dans les États du milieu, il baisse à 90 p. 100 dans les États du nord-ouest; dans les autres États, il oscille de 215 à 118 p. 100. Dans tous, le nord-ouest excepté, le capital est bien supérieur à l'émission du papier, et, dans deux des principaux groupes (États de l'est et du milieu), il est deux fois plus considérable.

MÉCANISME COMPARÉ DES BANQUES EN FRANCE, EN ANGLETERRE ET AUX ÉTATS-UNIS.

Plus on étudie le mécanisme des banques dans les États où la liberté domine, comme dans ceux où le privilège impose des restrictions, plus on s'aperçoit que l'émission et la circulation du papier, quand le crédit est arrivé à un certain degré de puissance, n'ont pas toute l'importance qu'on a voulu et qu'on veut encore leur attribuer aujourd'hui. — Aux États-Unis, mieux que partout ailleurs, on peut s'en convaincre en observant les comptes rendus des banques aux diverses époques et dans les divers États.

Notre examen à ce sujet portera sur la somme des billets mis en circulation : 1° dans leur rapport avec le capital; — 2° dans leur rapport avec la réserve métallique.

En étudiant les services rendus par ces banques, nous chercherons ensuite à nous rendre compte de l'importance du rôle de la circulation du capital et des dépôts.

Nous avons déjà constaté qu'aux États-Unis, malgré la multiplicité des institutions de crédit jouissant du privilège de l'émission des billets, la somme en circulation ne dépasse pas la même somme émise en France et en Angleterre dans des conditions cependant différentes : en France, par un établissement unique et privilégié; en Angleterre, par un ensemble de banques privilégiées.

Y a-t-il un rapport entre le capital des banques et leur circulation? Un simple regard sur les documents qui suivent nous prouvera que rien n'est plus variable. En France, le rapport du capital à la circulation a varié, depuis 1830, de 26 à 12 p. 100 (1840-1853); en 1865, il ne dépasse pas 25 p. 100.

Dans la Grande-Bretagne, la proportion est déjà plus forte : elle varie de 87 à 60 p. 100; en dernier lieu, elle est encore de 62 p. 100.

En Écosse, elle oscille autour de 300 p. 100.

Aux États-Unis, elle s'élève à 210 p. 100, et ne s'abaisse pas au-dessous de 140 p. 100.

Mais si, au lieu d'embrasser l'ensemble de l'Union, on fait porter l'observation sur un État ou sur une ville, le rapport change, en ce sens que le capital prédomine dans une proportion que les défenseurs de la liberté des banques paraissent encore loin de soupçonner. Ainsi, dans la ville de New-York, depuis 1851, le rapport du capital à la circulation varie de 490 à 1,000 p. 100. En 1865, le capital était dix fois supérieur à la circulation.

Dans la ville de Boston, le même rapport varie de 395 à 620 p. 100, et enfin, dans la ville de Philadelphie, de 230 à 1,140 p. 100.

Dans tous les cas, on le voit, la somme des billets mis en circulation, comparée

au capital des banques, est très-restreinte et n'intervient véritablement que comme appoint.

Réserve métallique des banques. — Dans toutes les périodes de prospérité et de crise qui se sont succédé en France, en Angleterre et aux États-Unis depuis 1840, nous observons un retour régulier des *maxima* aux *minima* et réciproquement.

En France, les *maxima* de l'encaisse métallique varient de 118 à 91 p. 100; les *minima* de 27 à 20 p. 100¹.

En Angleterre, les *maxima* varient de 95 à 90 p. 100; les *minima* de 40 à 29 p. 100.

Dans les deux banques privilégiées, les proportions sont pour ainsi dire les mêmes. Cependant, dans ces derniers temps, grâce aux mesures énergiques prises en Angleterre, par l'élévation du taux de l'escompte, les *minima* se sont moins abaissés que pendant les crises précédentes.

En Écosse, depuis 1846, la proportion des *maxima* s'est sensiblement améliorée. De 38 p. 100, elle s'élève à 45 p. 100 en 1856; à 54 p. 100 en 1858, et enfin à 61 p. 100 en 1862. — Les *minima* ont varié de 22 à 38 p. 100 (1851-1857).

En Irlande, on observe le même mouvement; de 34 p. 100, la proportion des *maxima* s'élève à 49. Les *minima* varient de 21 à 31 p. 100 (1851-1856).

Aux États-Unis, les *maxima* varient de 49 à 53 p. 100; pendant la guerre du Sud, ils s'élèvent même à 85 p. 100. — Les *minima* varient de 33 à 24 p. 100.

Ces derniers chiffres ne sauraient donner qu'un aperçu bien incomplet des écarts de la situation annuelle des banques de l'Union américaine, car c'est par le seul compte rendu publié au 31 décembre que nous jugeons des mouvements qui se sont produits dans l'année. On voit combien la base de nos observations est insuffisante pour l'ensemble.

Mais nous possédons pour les banques des États et pour les banques des villes des comptes rendus trimestriels et hebdomadaires qui nous permettront, comme en France et en Angleterre, de suivre tous les changements des bilans et de rendre la comparaison non-seulement possible, mais exacte.

État de New-York. — Dans l'État de New-York, le rapport de la réserve métallique à la circulation s'améliore déjà beaucoup. Les *maxima* varient de 44 à 159 p. 100 (1853-1858), dépassant tout ce qui a été observé en France et en Angleterre, puisque, pour 100 dollars en circulation en 1858, il y avait 155 dollars en caisse.

Les *minima* se rapprochent davantage de ce que nous avons observé en Europe. Ils varient de 34 à 37 p. 100 (1848-1857). Or, à ce moment, on est en pleine crise.

Comme en France et en Angleterre, aussitôt que l'on touche au chiffre fatal de 33 p. 100, les secours que l'on demande aux banques sont impuissants pour aider à la circulation du crédit, qui a disparu.

Ville de New-York. — Le rapport de la réserve métallique à la circulation, pour les banques de la ville de New-York, ne peut plus se comparer à ce que nous avons observé jusqu'ici. Les *minima* variant de 102 à 97 p. 100, on ne saurait craindre une suspension des paiements, puisqu'il y a toujours en caisse, même dans les moments les plus critiques, une somme en espèces au moins égale à celle des billets en circulation. Mais il peut y avoir suspension des affaires par un défaut de

1. L'oscillation est grande, on le voit, et, contrairement à l'opinion qui a cours, d'après laquelle la proportion du tiers serait suffisante, dès que l'on tombe aussi bas, on est en pleine crise.

balance dans les engagements du commerce, ce qu'indique la baisse des dépôts en comptes courants, et par suite difficulté d'émettre de nouveaux billets qui, à peine émis, viennent se présenter au remboursement.

Cette baisse de dépôts en comptes courants a souvent induit en erreur ceux qui ne distinguaient pas les deux espèces de comptes ouverts par les banques : les dépôts en comptes courants espèces et les dépôts en comptes courants escomptes. Dès que la baisse des dépôts en comptes courants escomptes indique le défaut de balance dans les engagements du commerce, les banques, sentant leur encaisse menacé par l'émission des billets, préfèrent suspendre les affaires, afin de pouvoir faire face à toutes les demandes de remboursement.

Les rapports *minima* de la réserve métallique à la circulation varient de 147 à 443 p. 100, et même pendant la guerre du Sud, ils se sont élevés à 576 p. 100. Ici la circulation du papier est tellement restreinte, que les espèces en caisse sont 4 ou 5 fois plus considérables. Il en est de même à Philadelphie et à la Nouvelle-Orléans.

Ressources fournies par l'émission des billets, le capital et les dépôts en comptes courants. — Pour bien se rendre compte des avantages et des inconvénients de la circulation du papier émis par les banques, il faut étudier dans quelle mesure et comment il intervient dans la masse de leurs opérations.

Examinons donc, en France, en Angleterre et aux États-Unis : 1° le rapport de la circulation aux escomptes ; — 2° le rapport du capital aux escomptes ; — 3° le rapport des dépôts et comptes courants aux escomptes.

Il est regrettable qu'en Angleterre, les banques privées et les *joint stock banks* ne publient pas de comptes rendus de leurs opérations. Les documents officiels ne donnent, en effet, que les relevés de leur circulation et de leur réserve métallique, la situation des escomptes et des dépôts en comptes courants n'étant pas indiquée dans les publications imposées par la loi. Notre comparaison se trouve ainsi limitée aux banques de France, d'Angleterre et des États-Unis.

Par rapport aux escomptes, la circulation des billets joue un rôle bien différent dans chacun de ces pays. En France, selon que la situation est prospère ou critique, le portefeuille est peu chargé ou regorge. Aussi, tantôt la circulation est 5 fois plus considérable, tantôt elle lui est seulement égale, c'est-à-dire que chaque effet escompté par la Banque est représenté par un billet en circulation. Le papier émis par la banque circule au lieu et place des effets de commerce ; mais alors l'encaisse est réduit au minimum. Quand, au contraire, la circulation se trouve au maximum, en présence du portefeuille vide, l'encaisse est aussi au maximum ; chaque billet émis est représenté par des espèces métalliques en caisse. Dans les deux cas, tout le mouvement porte sur le flux et le reflux des métaux précieux, sous l'influence des variations du portefeuille.

En Angleterre, quoique moins marqués, parce que la Banque d'Angleterre ne reçoit que le trop-plein des banques privées, le rapport de la circulation aux escomptes est moins important ; il varie de 180 à 68 p. 100. Même pendant les crises, les bank-notes ne représentent que 68 p. 100 des billets escomptés.

Dans les deux pays, la proportion, encore très-considérable, caractérise le rôle du billet de banque, lorsqu'il est émis par un seul établissement.

Mais si nous examinons ce qui se passe dans les pays où la pluralité des banques existe, nous constatons immédiatement que la circulation du papier devient acces-

soire et sa part dans l'escompte baisse de plus en plus, selon qu'on l'étudie dans l'ensemble des États, dans les États en particulier, et enfin dans les villes.

Pour toutes les banques de l'Union, le rapport de la circulation aux escomptes varie de 31 à 14 p. 100. Ainsi le secours apporté au crédit par l'émission du papier n'atteint pas même le tiers de la somme demandée.

Dans l'État de New-York, ce rapport faiblit encore; il n'est plus que de 27 à 13 p. 100.

Enfin dans la ville de New-York, il n'est que de 7 à 4 p. 100.

Dans la ville de Boston, il varie de 13 à 12 p. 100;

Dans la ville de Philadelphie, de 7 à 12 p. 100.

Plus, en Amérique, nous spécialisons la circulation en l'étudiant d'abord dans chaque État, puis dans chaque ville, plus nous constatons que son rôle devient secondaire. Il semble que ce soit là où le crédit est le moins établi, où le numéraire lui-même pour le besoin des échanges est rare, où les ressources manquent, où l'usage des compensations en banque n'est pas encore entré dans les habitudes, que le billet soit indispensable. Pour aider à sortir de cet état de transition, pour faciliter les échanges, souvent pour les faire naître, l'intermédiaire du numéraire ou des billets est indispensable. Mais dès que ce premier besoin a été satisfait, le crédit privé se développe et circule à l'aide des dépôts en comptes courants confiés aux banques; les compensations par virement économisent l'emploi du numéraire et des billets, et l'émission du papier diminue.

A ce point de vue, on peut dresser un tableau fidèle de l'état de civilisation des diverses parties de l'Union américaine uniquement d'après l'état de la circulation. Plus elle sera considérable par rapport aux escomptes, moins le crédit y sera développé. De là la différence entre la circulation des États et celle des villes, son mouvement étant toujours en rapport inverse de la richesse de la localité que l'on examine. Dans l'État de New-York, le plus industriel, le plus puissant et le plus riche de toute l'Union, la circulation est réduite au chiffre minimum, relativement au mouvement des affaires qui se traitent sur cette place.

La comparaison de l'importance de chacun des articles du bilan des banques de l'État de New-York et de la ville de New-York avec ceux de l'ensemble des banques des États-Unis confirmera cette observation. Dans le tableau ci-après, nous indiquons la part proportionnelle p. 100 (les mêmes faits, pour l'ensemble des banques des États-Unis, étant représentés par 100) du nombre des banques, de leur capital, de leur circulation, de leur réserve métallique, de leurs escomptes et de leurs dépôts, 1^o pour l'État de New-York; 2^o pour la ville de New-York; 3^o pour la ville de Boston.

Années.	ÉTAT DE NEW-YORK.						VILLE DE NEW-YORK.						VILLE DE BOSTON.					
	Nombre des banques.	Capital.	Circulation.	Réserve métallique.	Escomptes portefeuille.	Dépôts.	Nombre des banques.	Capital.	Circulation.	Réserve métallique.	Escomptes.	Dépôts.	Nombre des banques.	Capital.	Circulation.	Réserve métallique.	Escomptes.	Dépôts.
1851.	»	24	17	18	27	42	»	12	4	16	13	26	»	»	»	»	»	»
1855.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	3	14	8	5	»
1856.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	4	8	11	11	»
1857.	20	29	14	20	27	45	»	17	2	13	17	43	»	»	»	»	»	»
1860.	21	26	14	31	29	45	3	16	4	28	19	43	»	»	»	»	»	»
1862.	»	»	»	»	»	»	2	16	2	38	27	56	»	9	4	8	11	11
1863.	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	30	49	»	»	»	»	»	»

Rapport du nombre des banques. — Pour l'État de New-York, dans ces dernières années (de 1857 à 1860), ce rapport varie de 20 à 21 p. 100; celui des escomptes et avances, de 27 à 29 p. 100.

Dans la ville de New-York, malgré l'immense étendue des affaires (la proportion par rapport à l'Union est de 19 p. 100), il ne dépasse pas 3 p. 100.

Il n'y a donc aucun rapport entre le nombre des banques et le chiffre de leurs opérations.

Rapport du capital. — Dans l'État de New-York, la moyenne du capital réuni par les banques est un peu supérieure à celui des autres banques de l'Union. La proportion du nombre des banques étant de 20 p. 100, celle du capital est de 29.

En continuant l'examen du tableau, on reconnaît que cette supériorité disparaît au profit des banques de la ville de New-York, puisque, pour un nombre d'établissements de crédit qui ne dépasse pas 3 p. 100 de l'ensemble de ceux de l'Union, leur capital s'élève à 16 p. 100.

De 1851 à 1860, le rapport de la circulation de l'État de New-York (toujours comparé à l'ensemble de l'Union) a varié de 17 à 14 p. 100.

Dans la ville de New-York, après être tombé un instant à 2 p. 100, au moment des plus grands embarras (1857), il est resté stationnaire, ne s'écartant pas de 4 p. 100.

Pendant la même période, le rapport des escomptes dans l'État de New-York a peu varié, quoique toujours en sens inverse du développement de la circulation. De 27 p. 100, il s'est élevé à 29 p. 100, tandis que, dans la ville de New-York, le mouvement a été beaucoup plus rapide (de 13 à 19 p. 100) en présence d'une circulation stationnaire.

Ainsi, en 1860, dans la ville de New-York, avec une somme de billets qui atteint à peine 4 p. 100 de l'ensemble de la circulation des États-Unis, on est parvenu à escompter une somme qui représente jusqu'à 19 p. 100 du portefeuille des banques de toute l'Union.

On le voit, les services rendus ne sont nullement en rapport avec le chiffre de l'émission; la disproportion est considérable : de 4 à 19 p. 100.

Cependant, dans l'État de New-York, si on excepte la ville elle-même, l'utilité de la bank-note se fait déjà sentir; la somme émise égale la somme des escomptes.

Rapport de la réserve métallique. — De 1851 à 1860, le rapport p. 100 de la réserve métallique de l'État et de la ville de New-York indique une grande amélioration; de 18, il s'élève à 31 p. 100. Mais, si nous observons de plus près, nous remarquons que l'accroissement porte presque exclusivement sur la réserve des banques de la ville de New-York, dont la proportion s'élève de 16 à 38 p. 100. C'est donc là, malgré la présence de nombreuses banques dans les divers États, que se concentre la plus grande partie des métaux précieux destinés à la circulation et aux échanges de l'Union et qui en font le principal et pour ainsi dire l'unique place où se traitent les opérations des changes avec l'étranger. A Boston, quoique inférieure (elle varie de 14 à 8 p. 100), la proportion est encore très-remarquable quand on réfléchit que, sur 1,600 banques, une seule ville absorbe, en moyenne, un dixième du numéraire de l'Union. Pour les deux villes réunies de New-York et de Boston, la proportion est de plus de la moitié.

Amélioration de la proportion de l'encaisse avec diminution de la proportion de la circulation locale (comparée à la circulation générale), tels sont les traits caractéristiques de la situation des banques des villes en 1860.

Dépôts en comptes courants. — La comparaison du rapport des dépôts en comptes courants des banques de l'État et de la ville de New-York avec ceux des banques de toute l'Union démontre qu'ici toutes les opérations se compensent à l'aide des virements, par l'intermédiaire des dépôts en comptes courants. Dans l'État de New-York, la proportion des dépôts varie de 42 à 45 p. 100 : la ville de New-York seule entre dans ce chiffre pour 43 p. 100.

Une seule ville, la plus commerçante, il est vrai, et le centre du règlement général des affaires, nous montre une somme de dépôts en comptes courants qui s'élève à près de la moitié de ceux de toute l'Union. Depuis 1840, la proportion s'est encore améliorée : de 43 p. 100, elle s'est élevée à 56 p. 100, ou plus de la moitié. Ajoutons que, dans cette même ville, la proportion des escomptes et avances tend visiblement à se rapprocher de celle des dépôts.

Rien ne saurait mieux démontrer le peu d'influence de la circulation du papier et les facilités que l'usage des dépôts procure au commerce, en supprimant celui des billets de banque et des espèces. Le crédit que les négociants s'accordent pour le règlement de leurs opérations circule ainsi par l'intermédiaire des banques, et les crises n'éclatent que lorsqu'il y a défaut de balance, soit dans les paiements intérieurs, soit dans les paiements extérieurs.

Dans le premier cas, une nouvelle émission de bank-notes peut encore soutenir la situation; mais, dans le second, si les produits ne sont pas vendus à l'échéance, il faut donner quelque chose d'équivalent, c'est-à-dire de l'or, que l'on puise dans les réserves métalliques des banques.

Ce défaut de compensation est tellement sensible et signale la gravité de la situation à ce point que les banques suspendent leurs affaires, et, par suite, leurs paiements, sans même essayer de recourir à l'émission du papier, et cela, bien avant que la proportion de 1 à 3, que l'on regarde à tort comme réglementaire, ait été atteinte, puisqu'en 1857, dans la ville de New-York, la proportion la plus faible de la réserve métallique à la circulation ne s'est pas abaissée au-dessous de 97 p. 100, quand, en France, elle était tombée à 25 p. 100.

Situation et rapport du portefeuille et des dépôts en France, en Angleterre et aux États-Unis. — Ce document fait l'objet du tableau ci-après :

Années.	Portefeuille.	Dépôts.	Rapport.
—	Francs.	Francs.	P. 100.
<i>France.</i>			
1857	628,000	134,000	21
1864	791,000	159,000	20
<i>Angleterre.</i>			
1857	782,000	375,000	48
1864	632,000	408,000	64
<i>États-Unis.</i>			
1857	3,693,000	1,242,000	33
1863	3,715,000	2,122,000	57
<i>Ville de New-York.</i>			
1857	658,000	507,000	77
1863	1,112,000	972,000	87
<i>London joint stock.</i>			
1865	504,000	498,000	98

L'examen de ce tableau atteste que la proportion des dépôts en comptes courants, par rapport au portefeuille, en France, en Angleterre et aux États-Unis, va toujours augmentant.

De la France, où ils atteignent à peine 20 p. 100, ils s'élèvent à 60 p. 100 en Angleterre et aux États-Unis; ils se balancent pour ainsi dire avec les escomptes dans la ville de New-York, dont le portefeuille représente à lui seul le tiers des opérations d'escompte de toute l'Union.

Nous voici arrivés à cette perfection désirée de la compensation en banque de toutes les transactions commerciales. A l'aide des comptes courants par de simples virements, on est parvenu à faire circuler les effets de commerce, les lettres de change, etc. Comme ces engagements se renouvellent régulièrement, les banques n'hésitent pas à faire des avances qui ne seront qu'une pure garantie, puisque, jusqu'à l'échéance, on ne doit leur réclamer ni billets ni espèces, mais seulement la faculté de disposer d'un crédit passant de l'un à l'autre, se renouvelant et s'éteignant sans cesse par les billets présentés à l'escompte, à la suite du mouvement des marchandises. Aussitôt que les compensations ne s'opèrent plus en banque et que l'on a recours aux billets ou aux espèces, ce qui indique un défaut de balance, on s'aperçoit, même avant que l'encaisse soit attaqué, que tout le mécanisme est troublé, le taux de l'escompte est élevé, et, si ce moyen est insuffisant, les affaires sont suspendues.

Les banques de la ville de New-York, grâce à l'usage des comptes courants, sont arrivées au même résultat que celles des *joint stock banks* (59 en jouissaient encore en 1865) qui ne jouissent pas du privilège de l'émission. Par le fait du même mécanisme, les billets et les espèces n'interviennent plus que comme accessoires. Les banques n'ont plus d'autres fonctions ici que de combiner les divers crédits que les négociants s'accordent pour le règlement de leurs affaires, de manière à arriver à une compensation parfaite et immédiate. Elles échangent, à leurs risques et périls, sans aucune avance de billets ou d'espèces, les effets de commerce escomptés, contre un simple crédit ouvert au compte courant de leur client dont celui-ci dispose par un chèque, en transférant ce crédit selon ses besoins, mais toujours par l'intermédiaire de la banque ou des banques entre elles.

Reste à savoir quels sont les moyens les plus sûrs, les plus avantageux et les plus rapides pour arriver à ce perfectionnement du crédit qui paraît devoir être le but définitif de toutes les banques et le résultat le plus remarquable de leur organisation.

Si nous pouvons en juger par les procédés suivis au début, à l'origine même du crédit en Angleterre, aux États-Unis et en France, il semble que, pour arriver à ce terme désiré, il faille passer par un état intermédiaire qui, en faisant comprendre aux populations les avantages des compensations en banque et leur permettant d'en retirer les profits, fasse entrer dans leurs habitudes l'usage des dépôts en comptes courants. L'ensemble des engagements du commerce se trouvant toujours en présence et se compensant naturellement par les renouvellements continus, ces promesses de payer à terme se trouvent transformées en paiements comptants par la garantie que les banques leur apportent aussitôt qu'elles consentent, à l'aide de l'escompte, à les inscrire immédiatement au crédit de leurs clients. Elles suppriment ainsi tout l'intervalle qui sépare le moment où la lettre de change a été signée de l'échéance stipulée. Dans ce cas, le capital des banques ne sert pas à autre chose qu'à donner toute certitude à l'accomplissement de cette garantie.

Comme, pour la création de ces relations, tout dépend du rapport plus ou moins fréquent du public avec les banques, il n'est pas surprenant que ce soit en Écosse et aux États-Unis, c'est-à-dire dans les pays où elles sont les plus nombreuses, que l'on ait cherché tout d'abord à simplifier leur mécanisme et à n'employer le billet qu'au solde des appoints inévitables dans les relations de chaque jour et des menues dépenses qui ne passent pas dans leurs comptes.

Plus tard, en Angleterre les banques privées et les *joint stock banks* ont suivi cet exemple. Le *clearing house* de Londres, à l'instar de celui des banques d'Écosse, a fourni à ces institutions le moyen de compenser leurs opérations. Jusqu'à leur admission à la chambre de liquidation, les *joint stock banks* qui ne jouissaient pas du privilège de l'émission, ne pouvaient prendre un grand développement. Elles n'ont atteint toute leur puissance qu'à partir de ce moment, et alors, comme dans les banques de la ville de New-York, la somme du portefeuille, escompte et avances, s'est trouvée balancée, à quelques millions près, par la somme des dépôts en comptes courants.

Voici, pour les quatre principales *joint stock banks* de Londres privées du droit d'émission, la situation en 1865 (valeurs en millions sterl.) :

JOINT STOCK BANKS.	Capital.	Dépôts en comptes courants.	Porte- feuille.	Espèces en caisse.
<i>London and Westminster.</i>	1.0	18	16	1.0
<i>London joint stock</i>	0.6	20	19	0.9
<i>Bank of London</i>	0.3	4	4	0.2

On voit que toute l'importance des opérations repose sur les dépôts et le portefeuille : le capital et les espèces n'en ont comparativement que très-peu.

En Angleterre, comme aux États-Unis, pour arriver à cette puissance suprême du crédit à laquelle toutes les nations doivent aspirer, on a dû, pendant les premiers temps au moins, et dans les districts éloignés des principaux centres industriels, recourir à l'émission du papier. Cette émission avait moins pour but de répandre ainsi artificiellement le crédit que de répondre aux besoins de la circulation à l'aide d'un instrument moins coûteux que les espèces métalliques, et qui permit, quoique prêté à un taux d'intérêt modéré, de donner au capital engagé dans les opérations de banque un profit suffisamment rémunérateur. Il était, en effet, difficile que des banques, avec peu d'affaires et un assez grand nombre de succursales, pussent faire l'escompte exclusivement avec leur capital. L'addition à ce capital d'une certaine quantité de papier pouvait seule leur permettre de fonctionner à bas prix là où le capital était rare, et de créer des comptoirs ou des succursales dans des centres de population trop peu importants pour que le capital des grandes villes se détournât à leur profit.

Le chiffre de l'émission de chacune de ces banques ou de ces comptoirs est d'ailleurs si minime, les coupures des billets au-dessous de 5 livres si nombreuses que l'on est bien forcé de reconnaître que les billets ne représentent qu'une très-petite partie du crédit qu'elles accordent. En Écosse même, il est démontré que ces coupures servent, dans les relations ordinaires de la vie, aux besoins des échanges en remplacement des espèces métalliques dont elles économisent l'usage. Dans tous les cas, leur circulation ne s'éloigne pas d'un cercle très-restreint, puisque, deux fois chaque semaine, les banques échangent entre elles leurs billets et acquittent leur solde en bons de l'Échiquier.

On n'a donc à redouter ici aucun des inconvénients que peut entraîner la liberté d'émission, la circulation du papier est très-restreinte, puisque les banques, en dehors de leur rayon, se chargent d'effectuer les paiements au moyen de leurs comptes courants avec les autres banques des États ou des villes. La concurrence entre les divers établissements de crédit existe sans doute; mais elle trouve un correctif nécessaire et naturel dans le contrôle réciproque qu'ils exercent entre eux par la compensation de leurs engagements.

L'immobilisation du capital sous la forme d'espèces métalliques n'est pas plus considérable que dans les pays où règne le monopole, puisque, si, dans les États de l'est, du sud-est et du nord-ouest de l'Union américaine, la proportion de la réserve métallique à la circulation varie de 10 à 17 p. 100, dans ceux du sud-ouest et du milieu, au même moment, elle ne s'écarte pas en moyenne de 27 à 30 p. 100, exactement comme en France et en Angleterre, à la même époque (1857).

On a reproché à la liberté d'émission de tendre plutôt à l'élévation qu'à l'abaissement du taux de l'escompte. L'objection est très-forte et il faut convenir que les faits paraissent la confirmer. Mais, si on se rappelle ce qui a été démontré dans les enquêtes parlementaires anglaises (et nous commençons à en avoir la preuve en France), à savoir que le taux moyen de l'intérêt est en raison du bénéfice que produit le capital prêté, bien loin de regretter cette cause apparente d'infériorité, du principe de la liberté d'émission, on y verra la preuve des avantages et des profits qu'elle procure.

Il y a donc place pour les deux systèmes.

Au début, quand dans un pays les transactions sont naissantes, les opérations se font d'abord au comptant; mais, aussitôt que le crédit intervient, les avantages des banques, de leurs succursales et de l'émission de leur papier se font sentir, et la pluralité des institutions de crédit rend alors les plus grands services. Plus tard, c'est-à-dire dès que, par l'escompte des effets de commerce, l'usage des comptes courants est entré dans les habitudes, le billet de banque, qui remplissait un double rôle, et comme agent de circulation et comme capital, intervient de moins en moins sous cette dernière forme. Le peu qui reste dans les mains du public sert, comme monnaie de compte, à solder les échanges de tous les jours, que l'on ne peut compenser par un simple virement à l'aide des dépôts en comptes courants.

En présence d'un portefeuille (escomptes et avances) qui augmente sans cesse et prend des proportions inconnues jusqu'ici, la somme des billets en circulation reste stationnaire ou plutôt diminue, et la somme des dépôts en comptes courants augmente jusqu'à égaler la somme des avances accordées par les banques. Cette balance obtenue, le mécanisme des banques ne laisse plus rien à désirer, et le papier, qui a permis d'atteindre par degrés ce résultat, a déjà presque disparu. La portion restée en circulation ne sert plus qu'à solder au comptant les échanges directs qui ne se compensent pas en banque.
